Bref rapport

Des nouvelles de Bruxelles 2022 – développements dans la politique européenne et les programmes d'encouragement

Evénement «What's New in Brussels», Academic Cooperation Association, les 3 et 4 février 2022, Bruxelles/en ligne

Chaque année, l'Academic Cooperation Association (ACA) réunit des acteurs et actrices clé issu-e-s de la Commission européenne, des institutions membres de l'ACA et de la pratique afin de présenter les développements du programme européen d'éducation et de formation Erasmus+ et de proposer une plateforme d'échange. Cette année, Olivier Tschopp, directeur de Movetia, a directement contribué à la diversité du programme en intervenant dans le cadre d'un panel.

La génération 2021-2027 du programme Erasmus+ a été lancée l'année dernière avec de nombreuses nouveautés, en particulier dans le domaine de l'enseignement supérieur. En 2022, les nouvelles mesures commencent à s'établir : la mobilité élargie des individus à des fins de formation en Europe et dans le reste du monde, ainsi que les possibilités pour une coopération approfondie. Elles sont sous-tendues par un nouveau document stratégique pour les universités, destiné à procurer une orientation commune à l'enseignement supérieur européen. Par ailleurs, 2022 fait la part belle aux objectifs prioritaires de l'UE, avec la numérisation, la durabilité et l'inclusion.

Stratégie européenne pour les universités

La stratégie européenne pour les universités, attendue avec impatience, a été présentée en guise de coup d'envoi de la manifestation. La stratégie englobe une cinquantaine d'actions et poursuit des visées ambitieuses. La dimension européenne de l'enseignement supérieur et de la recherche est fortement souligné, le rôle des universités en tant qu'institutions phares au niveau du progrès et des valeurs européennes est mis en avant, et elles sont habilitées et encouragées à aller de l'avant dans le domaine de la transition verte et numérique – c'est ce qu'a expliqué Sophia Waterschoot, de la DG EAC de la Commission européenne. La stratégie met également en évidence que les universités sont les moteurs du progrès européen et de la compétitivité globale, dont la mission est de répondre aux questions urgentes et aux défis sociétaux à l'échelle planétaire.

Dans l'optique de ces visions ambitieuses, la stratégie comprend des actions concrètes, notamment l'expansion des universités européennes à 60 alliances (avec plus de 500 universités impliquées d'ici la mi-2024), l'encouragement de la diversité et de l'inclusion, ou encore l'introduction d'une charte de l'étudiant-e Erasmus. La concrétisation de ces

mesures est tributaire d'un cadre financier pluriannuel (CFP) solide pour la génération 2021-2027 du programme Erasmus+, du soutien politique des ministères et du Conseil de l'Europe, ainsi que des synergies au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur, de l'éducation et de la recherche.

Initiative «Universités européennes»

Le Conseil de l'Europe a approuvé le concept des universités européennes. Les alliances sont considérées comme les pionnières de la transition de l'enseignement supérieur européen, puisqu'elles œuvrent conjointement à l'atteinte d'objectifs holistiques dépassant ceux des partenaires individuels du consortium. Elles associent les aspects de l'inclusion et de l'excellence européennes et relient l'éducation, la recherche et l'innovation. Les valeurs et l'identité européennes sont vécues, ce qui non seulement contribue à accroître la qualité et la performance dans le domaine de l'éducation, mais également l'attractivité de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

Les nouvelles alliances ou les alliances existantes en cours d'élargissement doivent tenir compte de la dispersion géographique ainsi que de la diversité des hautes écoles participantes. Les appels à projets sont prévus comme suit jusqu'en 2024 :

- Appels à projets 2022 et 2023 : les alliances existantes s'élargissent ou se reforment entièrement. La nouveauté majeure de l'appel à projets 2022 réside dans son ouverture non seulement aux hautes écoles des pays du programme Erasmus+, mais également à toutes les hautes écoles des pays membres de l'espace de l'enseignement supérieur du processus de Bologne (soit également les pays non associés à E+).
- Appel à projets 2024 : subventionnement des consortiums nouvellement créés uniquement.

Une ouverture aux pays partenaires mondiaux d'Erasmus+ n'est pas prévue à court ou à moyen terme.

AURORA est une université européenne subventionnée par Erasmus+ depuis 2020.

Annika Sundbäck (Finnish National Agency EDUFI) et Anne-May Janssen (AURORA Alliance), photo: ACA

Exemple pratique : l'alliance AURORA

Anne-May Janssen a relaté ses expériences au sein de l'alliance Aurora. Elle souligne notamment la collaboration intersectorielle complexe à tous les niveaux hiérarchiques (rectorats, corps professoral, personnel administratif, etc.), ainsi que l'importance de la confiance mutuelle. Pour Janssen, les universités européennes sont indispensables à l'atteinte des objectifs de la réforme de Bologne et, en vertu de ce constat, son institution se dit prête pour cette collaboration approfondie. Dans un avenir proche, les étudiant-e-s pourront également profiter des premiers résultats de l'alliance, et seront en mesure de réaliser pleinement ce que signifie le fait d'être étudiant-e-s dans une université européenne. Jusqu'ici, il s'agissait plutôt d'une construction stratégique et un peu abstraite à leurs yeux.

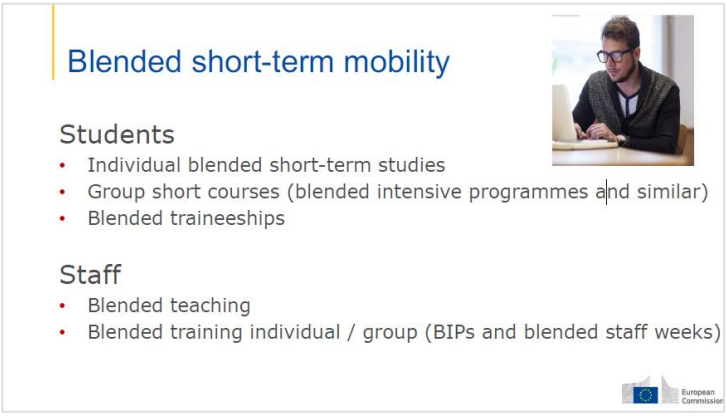
Action clé 1 : mobilité individuelle des étudiant-e-s et du personnel des hautes écoles

Pour la mobilité étudiante SMS et SMT ainsi que la mobilité du personnel STA et STT, les critères de subvention restent les mêmes. Les formats «Blended Mobility» et «Blended Intensive Programmes», au même titre que les mobilités courtes pour les candidat-e-s à un doctorat, ont été introduits l'année dernière en guise de mesures complémentaires visant à rendre l'offre plus attrayante. En proposant des séjours à l'étranger plus courts, ces trois mesures s'adressent en particulier aux personnes qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas s'absenter pendant la durée minimale de deux mois (fixée pour les séjours SMS et SMT). L'ouverture du budget KA131 à la mobilité internationale vers un pays partenaire d'Erasmus+ (associé ou non) reste plafonnée à 20% dans l'appel à projets 2022. La ligne de soutien «Mobilité avec des pays partenaires» KA171 reste également en vigueur.

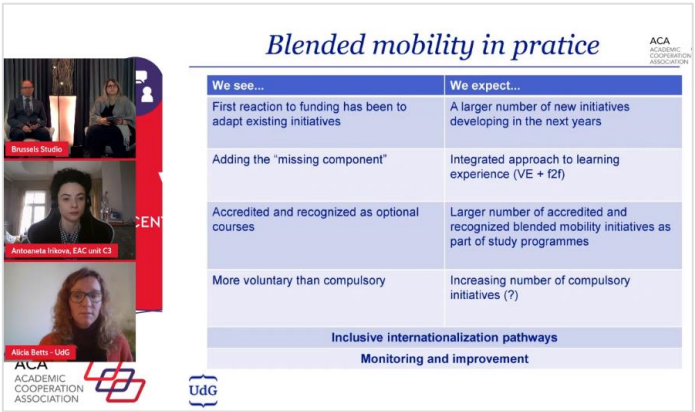
Développements actuels

Un coup d'œil sur les caractéristiques de l'étudiant-e Erasmus type révèle que le programme pourrait se montrer plus inclusif. Par conséquent, l'inclusion et l'élargissement du groupe cible aux personnes ayant moins de moyens restent prioritaires. D'une part, les activités susmentionnées de mobilité physique mixte ou courte doivent être implémentées, et, d'autre part, un vaste groupe de personnes pourra être favorisé par le biais de compléments financiers. Parmi les priorités de l'action clé 1, on continue également de compter la numérisation et la durabilité, l'accent mis sur la dimension internationale, ainsi qu'une offre large présentant des ramifications vers la recherche et l'innovation.

Sans grande surprise, la pandémie de COVID-19 a eu des répercussions importantes sur les chiffres de mobilité. Cette année, 725 millions d'euros sont à disposition, tandis que le budget sera augmenté de 30% sur cinq ans.



Possibilités de mobilité courte et mixte dans Erasmus+, diapositive: COM UE



Alicia Betts relate ses expériences de mobilité mixte à l'Université de Gérone, diapositive: Alicia Betts

Mobilité mixte

Une «mobilité mixte» est une mobilité physique complétée d'une mobilité virtuelle. L'offre s'adresse aux étudiant-e-s (études et stages) et au personnel (apprentissage et formation continue). Quand des hautes écoles proposent une «mobilité mixte» ou mettent en œuvre conjointement un «programme intensif mixte», il s'agit de noter que:

- un consortium d'institutions (trois hautes écoles de trois pays du programme) est impliqué – le dépôt d'une demande a lieu dans le cadre du groupe; les hautes écoles de pays partenaires associés ou non associés peuvent également envoyer des étudiant-e-s; les participant-e-s issu-e-s d'entreprises privées sont admis;
- la mobilité physique doit durer au moins cinq jours;
- les étudiant-e-s doivent être crédité-e-s d'au moins trois ECTS pour l'activité complète.

Exemple pratique : mobilité mixte à l'Université de Gérone

L'Université de Gérone a recueilli de premières expériences avec la mobilité mixte au cours de ces dernières années. Plusieurs activités ont été mises en œuvre, comprenant toutes un séjour d'environ une semaine à l'étranger ainsi qu'un travail virtuel préalable en équipes internationales. A l'occasion de l'EUROWEEK, des sujets de recherche ont ainsi été élaborés en ligne, puis présentés sur place. Dans le cadre du «Collaborative Learning» instauré entre les facultés des sciences de l'éducation et de philosophie, les étudiant-e-s ont effectué un stage dans une école, et échangé virtuellement avec d'autres étudiant-e-s afin de partager leurs expériences, défis et réflexions générales. Une « Summer School » a combiné une semaine de projet (physique) avec un enseignement en ligne (introduction aux concepts, etc.)
Parmi les constats : la reconnaissance des acquis constitue parfois un défi, et il reste du potentiel de développement au niveau de l'encadrement. Par ailleurs, l'existence de subventions contribue à l'attractivité de l'offre – il est donc fort probable que bon nombre de nouvelles initiatives et de projets voient le jour à l'avenir, et qu'ils soient mieux intégrés aux programmes d'études (y compris en ce qui concerne la reconnaissance des acquis).

Mobilité inclusive

Le deuxième jour, les points de discussion de la veille ont été repris avec une session de panel axée sur la mobilité inclusive dans l'enseignement supérieur. Les trois participant-e-s ont présenté des exposés succincts, et expliqué pourquoi l'inclusion compte parmi les priorités dans l'encouragement de la mobilité et de la coopération dans l'enseignement supérieur. Une discussion en interaction avec le public participant en ligne a complété la session.

Erasmus Student Network

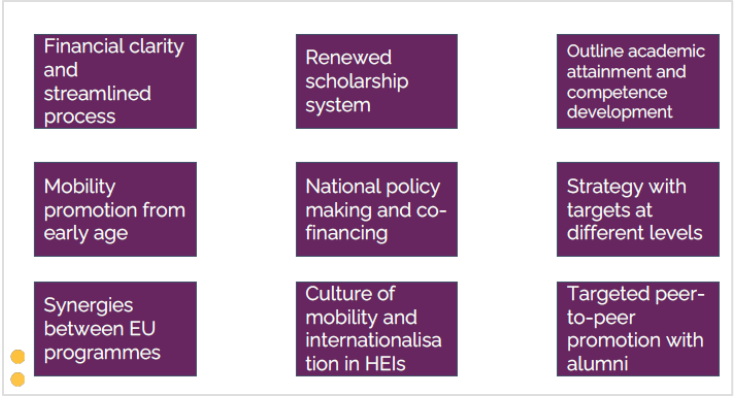
Sur la base d'un récent sondage effectué auprès des étudiant-e-s, Juan Rayón González, président d'ESN International, a identifié trois niveaux d'obstacles en matière de mobilité :

1. Institution (offre de mobilité, programmes, financement, administration)
2. Environnement (facteurs sociaux)
3. Point de vue (attitude et choix personnels)

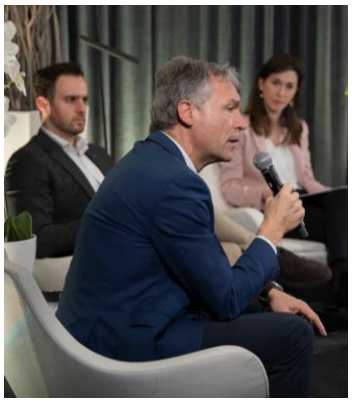
Ces trois niveaux interagissent et génèrent des interdépendances. Les étudiant-e-s indiquent qu'ils-elles sont a priori disposé-e-s à être mobiles pendant des périodes prolongées. Les étudiant-e-s non mobiles envisagent plutôt des mobilités plus courtes. On peut en déduire que les fenêtres de mobilité ne doivent pas être raccourcies en soi, mais qu'une gamme d'offre plus diversifiée se révèle nécessaire.

De plus, l'enquête démontre que les obstacles pourraient être réduits par l'assouplissement des démarches administratives, l'augmentation de la transparence en termes de subventions disponibles, des informations et un soutient adaptés aux groupes cibles et le préfinancement de la subvention à 100%.

Au niveau de la promotion, les étudiant-e-s et alumnis doivent être davantage impliqué-e-s dans le processus, puisqu'ils-elles sont généralement disposé-e-s à partager leurs expériences, et agissent ainsi comme multiplicateur-rice-s.



ESN présente une série de recommandations innovantes destinées à réduire les obstacles à la mobilité, diapositive : ESN



Panel axé sur la mobilité inclusive avec Olivier Tschopp, directeur de Movetia (au milieu), photo : ACA

Exemple pratique : l'inclusion à l'Université Masaryk

Lucia Prochazkova a dressé le portrait du bureau Teresia de son université, qui offre aux étudiant-e-s disposant de moyens limités un soutien varié pour organiser une mobilité, et pour les accompagner lors des échanges. Elle souligne également l'importance d'un conseil individuel, puisque chaque personne présente des besoins spécifiques. Le bureau propose un service linguistique comprenant l'interprétariat, les traductions en anglais, le sous-titrage, la langue des signes et le braille. Les étudiant-e-s peuvent en outre obtenir des informations complémentaires sur les contenus des cours ordinaires.
Selon Lucia Prochazkova, le soutien individuel fonctionne au mieux quand les segmentations sont abolies au sein de l'université et que les différents services collaborent étroitement. Une offre de mobilité plus courte et un soutien financier supplémentaire constituent également des facteurs favorisant la mobilité.

Exemple pratique : l'agence nationale suisse Movetia

Notre directeur, Olivier Tschopp, a pu présenter la perspective suisse. En Suisse, la promotion des échanges et de la mobilité a lieu dans le cadre du message FRI. La stratégie actuelle 2021-2024 se focalise sur les thèmes de la durabilité, de la numérisation et de l'égalité des chances. L'inclusion est ancrée à ce niveau et se reflète également dans la vision de Movetia.

Vision de Movetia : « Tous les jeunes prennent part au moins une fois au cours de leur formation à un projet d'échange et de mobilité de longue durée. Les échanges et la mobilité sont fortement ancrés dans la politique éducative. »

L'objectif de la Suisse et de Movetia est ainsi de promouvoir une inclusion plurielle et de proposer des formats et des soutiens flexibles sur la base d'une large acception de l'inclusion, afin de mieux répondre aux besoins du groupe cible dans son ensemble.

Afin d'opérer, dans notre pays, un changement culturel axé sur les échanges internationaux et le renforcement des compétences interculturelles, il est essentiel de ne pas se concentrer exclusivement sur l'enseignement supérieur, mais d'opter pour une approche en amont qui inclut également la formation non formelle. En 2021, le groupe spécialisé Animation jeunesse a adopté une stratégie d'inclusion dont les points clés sont les suivants :

1. Adaptation des prestations de service de Movetia aux principes de l'inclusion
2. Soutien des responsables de projet pour la conception de projets inclusifs
3. Recensement, priorisation, contact et mise en réseau des acteur-rice-s pertinent-e-s

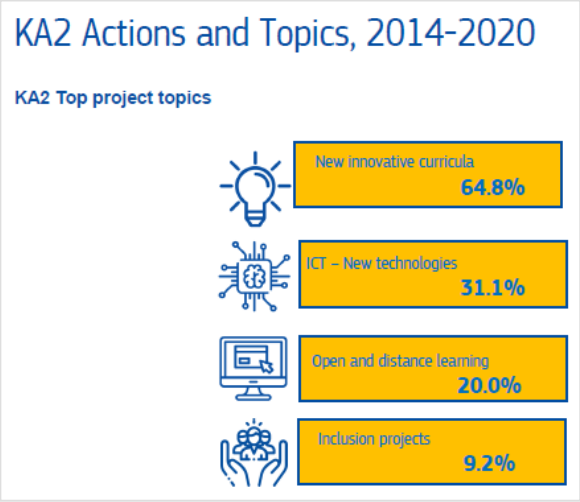
Un groupe de travail intersectoriel et transversal assure le traitement du sujet au sein de l'agence, l'échange des informations, ainsi que le partage des exemples de bonnes pratiques.

Dans le cadre de la discussion, les panélistes ont souligné que l'inclusion doit devenir une priorité afin de renforcer les offres de mobilité et de pouvoir proposer une expérience internationale à davantage de personnes. La promotion est censée commencer tôt, être diversifiée et adaptée au groupe cible, et rassembler plusieurs acteur-rice-s (à l'intérieur et à l'extérieur des institutions de formation), afin de conférer davantage de poids la mobilité inclusive et ses avantages, tout en la rendant plus accessible.

Action clé 2 : partenariats et alliances pour l'innovation

Dans son intervention axée sur les coopérations Erasmus+ dans l'enseignement supérieur, Nadia Manzoni (DG EAC) a offert une rétrospective sur l'évolution du nombre de projets au cours de la dernière génération du programme Erasmus+ (2014-2020). Au total, on enregistre durant cette période 1943 projets KA2 avec 487 000 participant-e-s et 11 600 organisations impliquées. Les points clés thématiques portaient sur les nouveaux programmes d'études (64,8%), la numérisation de l'éducation (31,1%), l'enseignement ouvert et à distance (20%) ainsi que l'inclusion (9,2%). Au nombre des organisations et unités subventionnées, 63,1% étaient des établissements d'enseignement supérieur, 6,4% des ONG et 5,2% des PME.

Synergies entre les instruments européens d'encouragement à la coopération



Les thèmes clés les plus fréquemment abordés dans les projets de coopération 2014-2020 coïncident avec les objectifs prioritaires de la Commission européenne. Diapositives : COM UE.

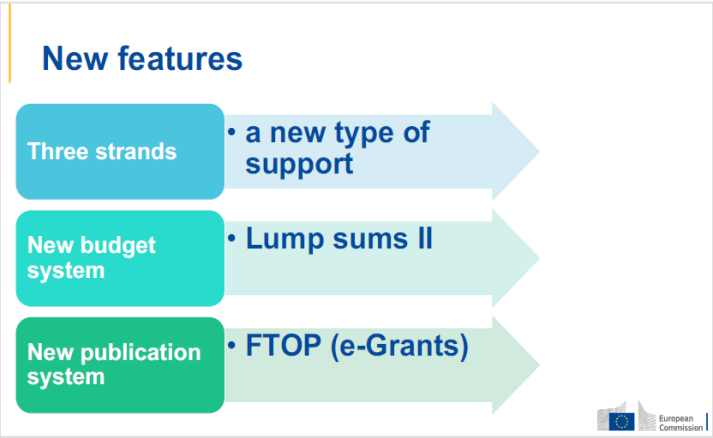
Actions clés 2 et 3 : Erasmus Mundus Joint Masters, Capacity Building et Micro Credentials

L'exposé de Bruno Castro a porté sur l'action Erasmus Mundus Joint Masters, qui a été restructurée en vue du lancement de la génération du programme 2021-2027 et qui est depuis rattachée aux coopérations (action clé 2, auparavant action clé 1). Les EMJM sont des programmes d'études transnationaux de niveau master. Un consortium international propose un cursus d'études commun ou un diplôme multiple (joint or multiple degrees) et soutient les étudiant-e-s d'un master Erasmus Mundus par le biais d'une bourse. Les étudiant-e-s sans bourse Erasmus Mundus sont également admis-es. Le programme vise le long terme, afin que les programmes de master puissent être proposés au-delà du financement de projet Erasmus+. Nouveauté : les partenaires du monde entier peuvent y prendre part et également diriger le consortium.

Les Capacity Buildings for higher education on égalment été présentés. Ils sont désormais structurés en trois types de projets :

1. Fostering access to cooperation in Higher Education
2. Partnerships for transformation
3. Structural Reform Projects

Ils permettent la participation de pays partenaires associés et non associés, en plus des États membres de l'UE. Un nouveau système de forfaits simplifie par ailleurs le financement.



Objectifs et nouveautés au niveau du renforcement des capacités dans le domaine de l'enseignement supérieur (action clé 3), diapositives : COM UE.

Les Micro-Credentials ont été abordés en guise de conclusion. Yann-Maël Bideau, de la Commission européenne, DG EAC, a ainsi expliqué de quelle manière les États membres de l'UE sont encouragés à avoir recours aux microcrédits. Le concept de l'apprentissage tout au long de la vie au moyen de microcrédits existe déjà depuis un certain temps, mais il bénéficie d'une nouvelle impulsion grâce à des recommandations actualisées et à une plus grande demande en matière d'apprentissage individualisé. Enfin, Patrick Van den Bosch, de l'organisation VLUHR Quality Assurance, a présenté ENQA en guise de « best practice » et de guide pour la mise en œuvre des microcrédits.